BULLETIN INTERIEUR

Parti Socialiste

12, Cité Malesherbes - PARIS (9e)

JUIN 1970 | N° 13

SOMMAIRE

A) LES ORGANISMES CENTRAUX
- Le Bureau
- Le Comité Directeur

B) LES GROUPEMENTS ASSOCIES
- Association "Etudes et Informations socialistes"
- Le Club LOUISE MICHEL

C) LES REUNIONS d'ALAIN SAVARY ... et ses déclarations.

D) UN COMMUNIQUE DU COMITE DIRECTEUR

E) LES COMMISSIONS
- Les Affaires Economiques
- L'Internationale

F) LES GROUPES DE TRAVAIL
- Agriculture
- Promotion Féminine

G) LES ASSISES NATIONALES
- LE CONSEIL NATIONAL
- LE CONGRES NATIONAL EXTRA-ORDINAIRE.

... DERNIERE MINUTE ...
- Réunion du Bureau du 18 juin.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Le Directeur de la Publication
Jacques ENOCK

Le Gérant
André LE FLOCH

Coll. Fondation Jean-Jaurès

LES ORGANISMES CENTRAUX

xxx

I_Le Bureau

/ REUNION DU 20 MAI 1970 /

1.- ELECTION PARTIELLE DU XIIème ARRONDISSEMENT.

Après audition du camarade PARMENTIER, membre de la C.E. Fédérale de Paris, un membre du Secrétariat rencontrera le Premier Secrétaire de la Fédération de Paris.

2.- PRESSE DU PARTI

2.1.- La responsabilité de la liquidation du "Populaire" revient aux organismes statutaires qui en sont chargés.

2.2.- Le Bureau proposera au prochain Comité Directeur la création d'un Conseil de gestion composé de membres du Comité Directeur et du Groupe Parlementaire qui sera saisi, chaque trimestre, d'un rapport sur l'état du "Bulletin Socialiste".

3.- RELATIONS AVEC LES AUTRES FORMATIONS DE GAUCHE

3.1.- C. I. R.

A l'occasion de son intervention vendredi 22 mai, à Alfortville, Alain SAVARY

- réfutera les propos tenus par F.MITTERRAND devant l'Association de la Presse Parlementaire, mercredi 20 mai;

- invitera publiquement la C.I.R. à assister au Congrès du Parti les 20 et 21 juin.

3.2.- PARTI RADICAL SOCIALISTE

Lors de la rencontre entre Alain SAVARY et Maurice FAURE, il a été décidé que le Parti Socialiste et le Parti Radical confronteront le "Manifeste du Parti Radical" et le "Plan d'Action Socialiste".

Un groupe d'étude technique sera mis en place après ratification par le Bureau du Parti Radical.

xx

/ REUNION DU 27 MAI 1970 /

1.- CONGRES DE LA C.F.D.T.

Une note préparée par Pierre BEREGOVOY sera diffusée dans le Parti.

Alain SAVARY annoncera publiquement la satisfaction du Parti de "l'entrée en socialisme" de la C.F.D.T.

Une rencontre officielle aura lieu entre la Commission Exécutive de la C.F.D.T. et le Bureau du Parti.

2.- RAPPORTS AVEC LA C.I.R.

Le Premier Secrétaire exposera vendredi 29 mai à BELFORT, l'évolution des rapports avec la C.I.R afin de réfuter les affirmations réitérées par F.MITTERRAND lors des Assises de ST FONS.

3.- COMITE DIRECTEUR DU 1er JUIN

Le Bureau propose au Comité Directeur:

- d'appliquer l'Article 78 des Statuts à Maurice DOLIVET, maire de Fontenay-aux-Roses, à la demande de la Fédération des Hauts-de-Seine.

- d'adopter un texte sur la violence et l'agitation actuelle en France.

4.- ELECTIONS DU XIIème ARRONDISSEMENT.

Le Bureau a adopté les conclusions du rapport de Jacques ENOCK sur son entretien avec le Premier Secrétaire de la Fédération de Paris.

xx

REUNION DU 10 JUIN 1970

1.- RIPOSTES COMMUNES

1.1.- Le Parti souhaite que la Ligue des Droits de l'Homme soit habilitée par les 12 organisations hostiles à la loi de répression collective à suivre l'application de cette loi.

1.2.- Le Bureau approuve le projet amendé de communiqué commun du P.C.F. et du P.S. sur le Fonds d'Action Conjoncturel et souhaite qu'il soit signé par la C.I.R. et le Parti Radical.

2.- REPONSE A LA FEDERATION DES HAUTS-de-SEINE.

Alain SAVARY répondra au Premier Secrétaire de la Fédération des Hauts-de-Seine que le Comité Directeur ne peut se saisir de l'affaire évoquée tant que la Commission Nationale des Conflits, saisie, ne s'est pas encore prononcée.

3.- RAPPORTS AVEC LE PARTI RADICAL

Denis CEPEDE, Pierre BEREGOVOY et Jean-Pierre BAREL représenteront le Parti au sein du groupe d'étude technique avec le Parti Radical.

4.- Le prochain BUREAU

4.1.- aura lieu JEUDI 18 JUIN à 17 heures 30.

4.2.- étudiera ses propres méthodes de travail.

4.3.- envisagera les relations

* entre le groupe Parlementaire et le Parti d'une part;

* entre le groupe à l'Assemblée Nationale et le groupe au Sénat d'autre part.

xxx

II Le Comité Directeur

REUNION DU 1er JUIN 1970

Président: A.CHANDERNAGOR

1.- ARTICLE 78 DES STATUTS

1.1.- L'Article 78 des Statuts est appliqué à tout élu démissionnaire du Parti et dont la Fédération saisit le Comité Directeur, en conséquence:

1.2.- Emile MULLER et Maurice DOLIVET sont exclus du Parti.

2.- MOTION SUR LES VIOLENCES ACTUELLES

Le texte est adopté à l'unanimité, mais 3 membres ont voté contre la dernière partie (commençant " à punir d'une manière ... ".)
(voir texte page 12)

3.- ELECTIONS PARTIELLES

3.1.- Le Premier Secrétaire exprimera à la Fédération de Paris le sentiment du Comité Directeur quant à l'élection du XIIème arrondissement.

3.2.- Si une Fédération ne présente aucun candidat à une élection partielle, elle saisira en temps voulu le Bureau du Parti en justifiant sa proposition. Le Comité Directeur ou, en cas d'urgence le Bureau du Parti, en délibérera et prendra une décision.
Une circulaire sera envoyée par le Premier Secrétaire.

4.- RAPPORTS AVEC LE PARTI RADICAL

Un groupe d'étude technique composé de 3 Radicaux et de 3 membres du Parti procèdera à une confrontation du Manifeste Radical et du Plan d'Action Socialiste: il rapportera au prochain Comité Directeur du mois d'octobre.

5.- CONGRES DE LA JEUNESSE SOCIALISTE

Le prochain Comité Directeur sera saisi d'un rapport sur le Congrès de la Jeunesse Socialiste.

xxx

Coll. Fondation Jean-Jaurès

LES GROUPEMENTS ASSOCIÉS

xxx

Nous avions inséré dans le "Bulletin" N° 10, avec une préface de Noël JOSEPHE, Secrétaire du Parti, 3 documents des Groupements associés au Parti, et présentés par leurs auteurs.

Nous publions ci-dessous les deux autres documents que nous n'avions pu insérer dans le précédent numéro.

J.ENOCK

ASSOCIATION "ETUDES, RECHERCHES ET INFORMATIONS SOCIALISTES ex:UGCS

L'Association "Etudes, Recherches et Informations Socialistes est une Fédération de clubs issus de l'Union des Groupes et Clubs socialistes (U.G.C.S.).

L'U.G.C.S. a cessé toute activité politique autonome depuis sa 3ème Conférence Nationale tenue à Paris les 29 et 30 novembre 1969. Elle s'est transformée en une Association d'études et de recherches, c'est-à-dire en une structure d'accueil qui peut permettre à des militants et à des sympathisants ou amis, non engagés politiquement, de participer à des études et des recherches économiques et politiques.

Elle a signé un Contrat d'association avec le Parti Socialiste en application de l'Article 27 des Statuts Nationaux de ce Parti, ce qui exclut a priori, toute constitution de tendances à l'intérieur du Parti. D'ailleurs, ses responsables sont trop conscients du mal que les tendances organisées ont fait au mouvement ouvrier pour tomber dans ce travers.

Pour réaliser ses objectifs, l'Association a mis en place des Commissions de travail dont les thèmes d'études sont actuellement:

- LES STRUCTURES DU MOUVEMENT SOCIALISTE;
- LA STRATEGIE SOCIALISTE ;
- LE PROGRAMME ECONOMIQUE, en insistant particulièrement sur la période de transition vers le socialisme, et sur les problèmes posés par l'extension du secteur public.

D'autre part, pour réaliser sa mission d'information, l'Association publie tous les quinze jours le bulletin "SYNTHESE FLASH", qui a pour objet de rassembler sous une forme condensée les informations essentielles sur la vie politique de chaque quinzaine. Ce bulletin est un outil indispensable pour les militants qui ont souvent trop peu de temps pour lire et se renseigner valablement.

10, Boulevard Poissonnière PARIS (9ème) tel: 523.20-73

CLUB LOUISE MICHEL

Club d'études et de Promotion Sociale
C.E.P.S.

Le Club Louise Michel, Club d'Etudes et de Promotion So- (C.E.P.S.) est un club d'éducation civique et politique qui vise à susciter la prise de conscience politique des femmes.
Associé au Parti Socialiste, membre du Conseil International des Femmes social-démocrates, pour mieux connaître le Club Louise Michel relisons sa déclaration de principes:

I.- UNE ETHIQUE

Le Club Louise MICHEL participe au combat pour la libération de la personne humaine des servitudes qui l'oppriment en vue d'assurer à l'homme, à la femme, à l'enfant, dans une société fondée sur l'égalité et la fraternité, le réel et libre exercice de leurs droits imperscriptibles et de leurs facultés naturelles.

A l'heure où les progrès de la science et de la technique se développent à un rythme accéléré, le Club Louise Michel proclame la nécessité d'une nouvelle organisation démocratique des sociétés permettant à l'homme de rester maître de son destin. Il dénonce les systèmes économiques notamment le système d'exploitation capitaliste qui permet à quelques uns de s'approprier le fruit du travail d'autrui, leur assure la puissance économique et par voie de conséquence leur confère un pouvoir aussi déterminant qu'illégitime sur la destinée des peuples. Il dénonce également, comme contraire à ses objectifs d'épanouissement de la personne humaine, la prédominance des castes technocratiques et la domination des appareils bureaucratiques.

Ainsi, le Club perpétuant le sacrifice héroïque de Louise Michel situe son action dans le cadre du combat historique pour le socialisme libérateur.

II.- UN ENGAGEMENT

Dans tous les types de société existant à notre époque, la condition féminine demeure à tous les égards inférieure à la condition masculine.

Même quand l'égalité des droits civiques a été proclamée et organisée par le législateur, la femme ne se trouve pas encore placée dans les conditions d'assurer pleinement ses responsabilités.

Le Club Louise Michel considère que le développement de la capacité civique des femmes est conditionné par le développement de leur capacité à assumer une juste part des activités économiques, des responsabilités sociales, du développement culturel et de la formation des enfants et de jeunes.

L'action pour l'amélioration de la condition féminine ne se sépare pas de l'action pour l'émancipation de la personne humaine, qui est l'objectif de tous les Socialistes.

../

En conséquence, le Club Louise Michel met au premier plan de ses préoccupations:

- la formation économique, sociale et politique de la femme

- l'éducation sexuelle et la maternité librement consentie

- la lutte contre toutes les discriminations raciales, religieuses ou de sexe

- la lutte pour:
  - une organisation démocratique de l'enseignement assurant à tous, filles ou garçons, sans distinction d'origine sociale, l'égalité des chances, le droit permanent à la culture, au perfectionnement et à la promotion.
  - une organisation efficace et désintéressée,de la santé publique, de la protection de l'enfance, de la sécurité de la vieillesse.
  - le développement des libertés démocratiques
  - la démocratisation du pouvoir économique, le développement du bien être et la sécurité de l'emploi

- la lutte contre la violence et contre la guerre
  - par le recours à l'arbitrage dans tous les conflits
  - par la substitution d'un pacte de sécurité collective aux alliances militaires antagonistes
  - par le désarmement général simultané et contrôlé et en premier lieu par l'interdiction et la destruction des armes atomiques, bactériologiques et chimiques
  - par l'élaboration et l'organisation d'un pouvoir effectif mondial normalisant les rapports entre les Nations, favorisant le développement et l'évolution des pays pauvres et garantissant la Paix.

III - UNE ORGANISATION

Pour le Club Louise Michel, il ne saurait résulter de l'égalité des droits et du partage progressif et équitable des responsabilités entre les hommes et les femmes, une quelconque dégradation de la féminité. Il en est de la féminité comme de la négritude, elle réclame un cadre nouveau pour son épanouissement et non pour la destruction des caractéristiques résultant de son originalité naturelle.

Bien que posant des problèmes différents, en raison de l'évolution historique, la lutte pour l'émancipation de l'homme et de la femme forme un tout et, si elle nécessite en certains domaines des formes d'action particulières, elle ne peut être dissociée.

../

Aussi, compte-tenu de son inspiration et de la nature de ses engagements, le Club Louise Michel ne saurait être un mouvement exclusivement féminin, tenté de renouveler les expériences du féminisme et condamné à exaspérer les antagonismes entre les sexes.

C'est pourquoi il fait appel à toutes les femmes aussi bien qu'à tous les hommes de bonne volonté animés par un idéal socialiste élevé.

C'est aussi pourquoi, il ne saurait constituer une organisation politique concurrente des formations existantes et suscitant notamment des candidatures à l'occasion des diverses consultations électorales.

Jouissant du Statut d'Associé au sein du PARTI SOCIALISTE dont il fait siens la Charte et le Programme, se réclamant de la famille Socialiste, le Club LOUISE MICHEL recommande à ceux de ses membres qui voudraient accéder aux responsabilités publiques, de prendre en même temps leur place dans le combat général au sein de l'organisation politique socialiste et de s'y distinguer par leur valeur, leur travail et leur dévouement.

Club LOUISE MICHEL - 25 rue du Louvre - PARIS 1er

MILITANTS DES SECTIONS, SI VOUS VOULEZ ETRE
TENUS AU COURANT DE L'ACTIVITE DU PARTI,

A B O N N E Z - V O U S

AU "BULLETIN INTERIEUR" et à LA " DOCUMENTATION SOCIALISTE"

10 FRANCS par AN

André LE FLOCH - C.C.P. 3895 PARIS

Coll. Fondation Jean Jaurès

Les réunions d'Alain SAVARY
.....et ses déclarations

29 MAI 1970	- BELFORT Réunion publique
2 JUIN 1970	- LE PRE-ST-GERVAIS (93) Réunion publique
4 JUIN 1970	- CHARTRES (Eure-et-Loir) Réunion publique
9 JUIN 1970	- PARIS Apéritif-forum organisé par l'Association des Journalistes parlementaires.
13 JUIN 1970	- ALENCON (Orne) Réunion publique
17 JUIN 1970	- NANCY (M.&.M.) Réunion publique
26 JUIN 1970	- PARIS - Hôtel Moderne Réunion-débat sous la présidence de Michel SALLES.

xxx

Coll. Fondation Jean Jaurès

... A BELFORT (Territoire-de-Belfort)
le 29 mai 1970

... L'unité des Socialistes peut évidemment être l'occasion d'effets de tribune. On peut se répéter constamment prêt à la faire, sans que pour autant elle avance d'un pas. Nous connaissons trop ce genre de comportement dans les relations internationales pour ne pas savoir ce que, bien souvent, les mots cachent d'indécision, d'attentisme ou de refus.

Notre Parti a eu un autre comportement. Il a peu parlé, même lorsque son silence lui était reproché. Il a en revanche proposé, relançant inlassablement des propositions après les délais d'attente que la courtoisie et la camaraderie imposent.

C'est le Parti Socialiste qui a proposé, dès juillet 1969, une première procédure d'action commune dans le but de créer un climat unitaire.

C'est le Parti Socialiste qui a attendu près de cinq mois qu'on lui réponde officiellement.

C'est le Parti Socialiste qui, après les assises conventionnelles de Saint-Denis a renouvelé sa proposition de rencontre.

C'est le Parti Socialiste qui, au cours de cette rencontre enfin obtenue, a suggéré une nouvelle procédure au sujet de laquelle des réponses lui avaient été promises.

C'est le Parti Socialiste qui, ayant attendu ces réponses et ne les ayant pas vu venir, propose aujourd'hui à la Convention de désigner une délégation pour assister au Congrès national de juin.

Unitaires nous sommes, unitaires nous resterons. Mais nous pensons que l'unité se fait aussi autour d'une table et en discutant face à face, en tenant compte des préoccupations légitimes des uns et des autres. En revanche, il est bien rare qu'elle puisse être le fruit des incantations.

Nous continuerons donc à dire: rencontrons-nous, quand vous voudrez, où vous voudrez. Pour éviter que des conversations interminables nous égarent, rendons publiques celles que nous aurons. Pour l'unité des socialistes, l'imagination et la patience ne peuvent nous manquer.

Nous ne posons pas de préalable; la démocratie dans la procédure est notre seule condition.

xxx

... A ALENCON (Orne)
le 13 juin 1970

... "Depuis juillet 1969, le Parti Socialiste a consacré l'essentiel de ses efforts à la mise en place de son organisation dans la fidélité aux décisions du Congrès d'ISSY-les-MOULINEAUX.

Il lui faut maintenant préparer une nouvelle étape, celle du développement de ses forces et de son rayonnement. Cette seconde étape s'étendra de 1971 à 1972. Il convient de la préparer soigneusement. Cela doit se faire de manière à disposer à la fois des délais nécessaires à la préparation de cet important Congrès et des moyens d'aborder sans retard la seconde étape."

... A PARIS devant LA PRESSE PARLEMENTAIRE

9 juin 1970

- L'élection de Nancy

... Il y a aussi à l'élection de Nancy des "candidats légitimes de la gauche", une élection partielle doit permettre aux électeurs de se déterminer en fonction de situations ou de propositions globales".

- Evoquant la candidature de J.J. SERVAN-SCHREIBER

... "Sa candidature, il l'a indiqué lui-même, se situe en dehors des formations politiques et même de celle dont il est le Secrétaire Général. C'est un acte personnel, contraire à notre conception de la vie politique. Cette candidature n'est pas exemplaire, a dit encore Alain SAVARY, qui a souligné toutefois que "le Parti Radical-socialiste était l'allié naturel du Parti Socialiste". Il a ajouté "que le Manifeste radical comporte des propositions utiles" et indiqué qu'un groupe de travail commun allait d'ici au mois d'octobre examiner à la fois ce Manifeste et le "Plan d'Action Socialiste".

- Le dialogue avec le P.C.F.

... Alain SAVARY a parlé ensuite de la poursuite du dialogue avec le P.C.F. disant: " Après un début assez lent, les choses sont menées avec célérité et sérieux". Il a indiqué que le Congrès National que le Parti Socialiste doit réunir les 20 et 21 juin n'avait pas à son ordre du jour ce problème, mais seulement celui de l'élaboration du "Plan d'Action Socialiste"; il n'est pas question a-t-il dit, de remettre en cause les décisions du Congrès d'Issy-les-Moulineaux touchant en particulier le dialogue avec le P.C.F. Evoquant les résultats du 1er tour de l'élection du 12ème arrondissement, Alain SAVARY a constaté "la disparition de l'extrême-droite et du centre", quant à l'ensemble de la gauche, a-t-il estimé, elle s'est bien tenue avec une prime pour les communistes".

Les problèmes soulevés par GARAUDY ont suscité plus de remous à l'intérieur du Parti que dans l'électorat communiste, a déclaré ensuite le Premier Secrétaire qui a souligné "que l'intégralité des propositions de Garaudy n'allait pas dans le sens de la démocratie socialiste". Il a fait remarquer que l'affaire Garaudy, au contraire de celle de Tchécoslovaquie, ne posait pas de problème dans le dialogue avec les communistes.

- Commentant la rencontre entre le Général de Gaulle et le Général Franco;

... Alain SAVARY a trouvé fâcheux "qu'en ce mois de juin, alors qu'il y a trente ans les prisons s'ouvraient pour les résistants, un Français ait la mémoire courte.

... Puis il a affirmé que les "offres d'ouverture de M.FREY n'avaient pas eu d'écho dans le Parti Socialiste", "seuls certains sont tombés dans le vide centriste, il s'agit d'une très faible minorité et qui a quitté le Parti.

Il a enfin affirmé :"notre Parti continue son redressement avec le souci de travailler en profondeur et de renouveler ses cadres".

.... A NANCY (Meurthe-et-Moselle)
le 17 JUIN 1970

..." Libre à d'autres de chercher à percer, comme on dit, à coup de gestes spectaculaires et d'attitudes avantageuses. Nous ne croyons pas à l'efficacité et à la durée des résultats obtenus par de telles méthodes. Et surtout nous les jugeons contraires à notre éthique politique. Le viol des foules ne prépare pas à construire une société fondée sur la raison et la libre discussion.

Nous ne sommes pas, comme M. CHABAN-DELMAS, et malheureusement aussi quelques uns qui ne sont pas de la majorité, obnubilés par l'exemple américain. Et à l'agitation des bonimenteurs, nous préférons la libre confrontation des idées et le travail sérieux de nos sections, de nos fédérations et de nos congrès.

... "Notre tâche est d'ailleurs simple et claire, car la conjoncture politique est plus simple et plus claire qu'elle le fut jamais depuis longtemps.

Elle est claire parce que les hommes qui se sont hissés depuis un an ont, en fait, rompu avec les ambiguïtés gaulliennes. Ce sont tout simplement les mandataires du grand capital.

***

..." En ce qui concerne NANCY, cette élection partielle est la preuve que la société fonctionne mal, que le gouvernement et sa majorité ne sont pas à la hauteur de leur tâche.

Pour que, tardivement, certaines mesures soient annoncées, il aura fallu la démission d'un député. Ce qui signifie que les procédures démocratiques normales ont été faussées et sont tombées en désuétude. Qu'en serait-il s'il fallait que pour chaque problème qui se pose à une région, à une ville, aux catégories sociales menacées par la société nouvelle, salariés étudiants, commerçants et paysans, une élection partielle intervienne ?

Faut-il pour autant, s'en remettre au miracle et à un nouvel homme providentiel? Les socialistes ne le pensent pas et font confiance au sens démocratique et au bon sens tout court de la population lorraine, qui ne s'abandonnera pas à l'illusionnisme.

Un homme, quels que soient son talent et ses moyens personnels, ne peut proposer et apporter les solutions cohérentes que la situation impose.

Les relations personnelles d'un candidat avec tel ou tel industriel ne feront pas oublier aux capitalistes qu'il obéit à la loi du profit personnel. Le miroir aux alouettes présente successivement des capitalistes français, américains et allemands. Cela relève plus de la prestidigitation que de l'analyse économique. Le style même distrayant ne remplace pas le fond.

Il faut donc exiger des candidats qu'ils présentent aux électeurs un ensemble de propositions qui ne reposent pas sur une série de promesses dont le bien fondé ne peut être vérifié.

Le Parti Socialiste est pour le renouveau, mais il ne considère pas comme une innovation susceptible de moderniser la démocratie, cette pratique suivant laquelle le Secrétaire général d'une organisation, pour être candidat, prend ses distances à l'égard de celle-ci et se présente en dehors des partis. C'est une attitude dangereuse, car venant après onze années de gaullisme où tous les maux du passé ont été imputés aux partis politiques, cette pudeur ou même ce demi-reniement vont à l'encontre de la construction dans notre pays d'une démocratie efficace et stable.

Il y a donc là une coincidence entre deux attitudes qui en définitive s'écartent de la vraie démocratie et contribuent, dans une apparente opposition à faire le jeu de ceux qui mettent en cause l'efficacité des méthodes démocratiques et donc préconisent le retour à la violence".

***

..." S'agissant des méthodes, nous sommes très nets. Nous affirmons que nous sommes pleinement des démocrates, sans aucune réticence, et que tant que le pouvoir établi respectera les libertés fondamentales, nous ne sortirons pas de la légalité. Pourquoi cette opposition de principe au recours à la violence ? D'abord par conviction. Le socialisme entend établir entre les hommes un ordre meilleur que celui de la société actuelle. Il ne croit pas aux chimères anarchistes -voilà cent ans qu'un débat fameux entre MARX et BAKOUNINE a règlé ce point. Il ne croit pas que les méthodes anarchistes, qui connaissent de nos jours une nouvelle jeunesse, soient plus capables qu'il y a cent ans de faire faire des progrès au combat socialiste.

Et puis aussi par réalisme. Les conquêtes de la violence sont passagères, où ce qui est plus grave, ambigües. Quelle que soit l'admiration que nous ayons pour le comité de salut public, ce n'est pas la Grande Terreur qui a fondé la République en France, mais le travail de propagande incessant des militants républicains du siècle dernier. Et ceci est encore plus vrai de notre temps, où toute action d'allure insurrectionnelle conforte le pouvoir des classes dominantes, en précipitant dans leurs bras, une fraction appréciable de masses populaires. Recourir à la violence serait nous vouer au destin des groupuscules, nous interdire d'être un grand parti de masse.

Collection Jean Jaurès

U N C O M M U N I Q U E

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

DU COMITE DIRECTEUR DU PARTI SOCIALISTE
du 1er juin 1970.

Le Parti Socialiste prend en considération ainsi qu'il l'a rappelé lors de son Congrès d'Issy-les-Moulineaux, les problèmes particuliers des jeunes et des intellectuels dans la société actuelle qui expliquent leur vision particulière du socialisme.

Il comprend la signification de la révolte de MAI 1968, mais il estime que les déprédations, les destructions des biens, les manifestations violentes,- dont il est devenu presqu'impossible de distinguer celles qui sont le résultat d'une stratégie naïve de celles qui sont dues à la provocation policière ou favorisée par elle- tendant à recréer le climat d'hostilité qui, en son temps permit l'élection de la Chambre introuvable de 1968.

Le Parti Socialiste déclare donc avec netteté qu'il réprouve les agissements qui défigurent et stérilisent ce que les revendications des jeunes et des étudiants ont de légitime et qui gênent considérablement l'action des masses ouvrières et démocratiques.

Mais le Parti Socialiste déclare que le gouvernement n'est nullement qualifié pour se poser en défenseur de la République. Ce n'est pas en procédant à la dissolution de formations politiques qu'on peut espérer résoudre les problèmes de fond que la mauvaise politique du gouvernement recrée sans cesse en les rendant de plus en plus épineux. Punir d'une manière aussi dure la jeune F.DELANGE, parce que, suivant les propres paroles du substitut qui a requis contre elle, elle avait "troublé l'ordre social" c'est-à-dire l'ordre bourgeois, ne contribue en aucune manière à faire respecter la justice.

Le Parti Socialiste qui a toujours proné et défendu les institutions républicaines se fait une toute autre idée des rapports sociaux et individuels qui doivent s'établir dans un cadre démocratique: sa venue au pouvoir, parce qu'elle coïncidera avec un désir profond de tous les travailleurs, de tous les jeunes et des étudiants, d'une politique à la fois plus juste et plus efficace, sera seule capable de briser le cycle exploitation-contestation-répression qui entraîne aujourd'hui le gouvernement vers un autoritarisme renforcé.

xxx

LES COMMISSIONS

xxx

I_COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

GROUPE PERMANENT

PREPARATION DU DEBAT SUR LES OPTIONS
DU VIème PLAN

27 mai 1970.

André BOULLOCHE pense qu'une place à part devrait être réservée à l'aménagement du territoire et qu'à l'occasion de ce débat, le Parti pourrait s'exprimer, par la voix de ses parlementaires, sur quelques problèmes importants: la S.S., le Logement, l'Agriculture et définir ainsi ses positions.

Il tire la conclusion suivante:

Y a-t-il un Plan ? Dans ce qui nous est proposé il y a un peu de tout mais aucun diagnostic, aucun choix. Le seul but clairement poursuivi est l'industrialisation dans un régime de capitalisme libéral.

Les équipements ne sont envisagés que dans une optique de soutien à l'industrie. Par contre les équipements socio-collectifs sont sacrifiés.

Le problème du financement de ces équipements va se poser d'autant plus durement pour les collectivités locales que la réforme de leurs finances est indéfiniment différée. Les dispositions envisagées sont quantitatives et non qualitatives. Ce plan est un instrument de classe.

André BOULLOCHE

xxx

Coll. Fondation Jean-Jaurès

GROUPE I - ECONOMIE COLLECTIVE

REFORME DES ENTREPRISES NATIONALES ACTUELLES.

- 3 juin 1970 -

xx

Le Sous-groupe chargé du rapport sur la réforme des entreprises nationales actuelles a rédigé la partie de ce rapport, discutée le 29 avril dernier, qui concernait le contexte de concurrence et l'autonomie des objectifs des entreprises.

Le principe de l'autonomie des entreprises est posé sous la double réserve que leur activité tienne compte d'éventuelles contraintes de service public et soit compatible avec les objectifs du Plan.

Le rédacteur du texte tient à souligner que la notion de service public n'est pas applicable à l'ensemble du serteur nationalisé. Il faudrait donc distinguer dans l'activité des entreprises une partie qui aurait une mission propre et une partie qui serait soumise aux contraintes du service public.

La réunion de ce jour est consacrée à la partie du schéma d'étude qui concerne l'autonomie financière et l'autonomie de gestion.

André BOULLOCHE

II _ L'INTERNATIONALE

/ AFRIQUE DU SUD

Le Secrétariat du Parti Socialiste communique:

"Le Parti Socialiste tient à s'élever contre la réception par le gouvernement français du Premier Ministre Sud-Africain M.VORSTER.

Il rappelle à cette occasion la complaisance dont la France a depuis longtemps fait preuve à l'égard d'un pays que de très nombreuses nations ont décidé de tenir dans l'isolement pour marquer leur réprobation du régime de ségrégation raciale, Loin de s'associer à ces condamnations, le gouvernement français a développé des relations commerciales avec l'Afrique du Sud et en particulier, des fournitures d'armes".

xxx

/ REPUBLIQUE MALGACHE

Une lettre de félicitation et de voeux fraternels a été adressée par le Secrétariat à nos camarades de Madagascar à l'occasion du 10ème anniversaire de l'Indépendance de la République Malgache.

Un télégramme personnel d'Alain SAVARY sera également adressé à notre ami TSIRANANA, Président de la République.

xxx

/ CONGRES DU PARTI SOCIALISTE AUTRICHIEN

Après sa récente victoire aux élections législatives, le Parti Socialiste Autrichien S.P.O., a tenu son Congrès à VIENNE du 9 au 12 juin. Le Chef du gouvernement, notre camarade Bruno KREISKY a été chaleureusement réélu leader du Parti (511 voix sur 518 votants). Les 600 délégués présents ont acclamé le programme d'action du gouvernement homogène socialiste.

Le Parti était représenté par Robert PONTILLON membre du Comité Directeur.

xxx

/ CONGRES DE SOLIDARITE AUX COLONIES PORTUGAISES

Une Conférence Internationale de soutien aux Peuples des colonies portugaises se tiendra à Rome du 27 au 29 juin. Diverses organisations allant de la gauche au centre participent à cette manifestation. Comme plusieurs autres Partis Socialistes européens, le Parti enverra un message d'encouragement.

xxx

LES GROUPES DE TRAVAIL

xxx

AGRICULTURE

La Commission Agricole s'est réunie le 13 mai à l'Assemblée Nationale sous la présidence de Raoul BAYOU, député de l'Hérault.

Kléber LOUSTAU a présenté un rapport concernant la politique agricole du Gouvernement et les mesures que nous pouvons, dès maintenant, préconiser dans les débats parlementaires. Il a, en outre, proposé que soit mis au point, en partant du projet préparé par la Fédération Socialiste du Puy-de-Dôme, une proposition de loi cadre agricole, cette proposition a été adoptée et un groupe de travail fera un premier rapport fin juin. Le texte pourra être rendu définitif à la rentrée parlementaire.

La Commission a également entendu une communication de la Fédération F.O. des salariés de l'Agriculture.

J Kléber LOUSTAU

coll. Fondation Jaurès

PROMOTION FEMININE

Sous-Section SANTE

Responsable: Janette BRUTELLE-DUBA

Mademoiselle GRIZAUT, Présidente du Syndicat du district de Paris des infirmières libérales, parle de la Mission de l'infirmière à domicile, aspirations et revendications.

Les infirmières sont, chaque année, moins nombreuses, tant leurs conditions de travail et de rémunération sont précaires.

Tant que le paiement à l'acte ne sera pas remplacé par un système plus simple et moins onéreux pour les malades et les caisses maladie, il sera légitime de l'améliorer dans ses dispositions les plus injustes.

C'est ainsi que les infirmières à domicile, d'exercice libéral, rémunérées à l'acte conventionnées par convention du 11 mai 1960 avec clause de révision, ont vu leur "lettre-clef" A.M.I. passer de 3 frs 50 en 1960 à 4,40 par récent arrêté du 24 avril 1970, soit un relèvement de 2,5% par an, très inférieur à ceux des prix, des salaires et du S.M.I.C.

Or les infirmières considèrent que les actes qu'elles pratiquent (injections, pansements) ont, dans la "Nomenclature", les mêmes coëfficients que ces mêmes actes pratiqués par des médecins. Rien ne distingue donc les uns des autres C et V (consultations et visites). Elles réclament donc que leur lettre-clef A.M.I. soit alignée sur celle des médecins K pour ces actes matériels et portée de 4 frs 40 à 5 frs, valeur actuelle du K. L'application des indices conduirait même à un chiffre supérieur 6 frs.

Par ailleurs, la Nomenclature prévoit des gardes et des soins à l'heure. Or elle rémunère au rabais les heures qui suivent la 1ère heure. C'est contraire à toutes les règles, sur lesquelles jamais ne transigent les syndicats. Les infirmières proposent donc de rémunérer toutes les heures par A.M.I. 2 (et non A.M.I. 3, la 1ère et A.M.I. 1 les suivantes), la garde de jour par A.M.I. 12, la garde de nuit par A.M.I. 18, les 24 heures par A.M.I. 24.

L'Article 52, qui permet de réduire les coëfficients des actes lorsqu'ils sont accomplis en série, ne doit pas être confondu avec l'Article 13 qui concerne les actes simultanés des médecins, mais révisé équitablement pour la pratique des infirmières.

Les infirmières considèrent qu'elles sont au service des malades et non des médecins, qu'au contraire elles forment équipe avec ces derniers. Elles demandent donc, selon le plan de réorganisation des études médicales, l'abolition de toute discrimination vis-à-vis de ces derniers, un cycle commun d'études de 2 ans au moins en remplacement des études actuelles en "écoles d'infirmières", un système de recyclage, une possibilité de reprendre leurs études de médecine à la 3ème année,donc sans cesser d'exercer leur profession.

Pour l'hospitalisation à domicile, le "home care", une coordination doit être organisée qui permette de partager équitablement entre les infirmières de ville et les infirmières de l'hôpital salariées, sans laisser aux 1ères les seuls dimanches, en revoyant les rémunérations dans leur ensemble.

Au nom de la Commission Santé, le Docteur d'HEUCQUEVILLE fait observer que le système du paiement à l'acte est, à plus ou moins long terme, condamné par le bon sens et le progrès scientifique.

xxx

LES ASSISES NATIONALES

xxx

LE CONSEIL NATIONAL

Le Conseil National, réuni à EPINAY-sur-SEINE le 19 juin 1970 a pris les décisions ci-dessous:

1°) Rapport de la Commission de vérification des mandats

André LE FLOCH, rapporteur, a fait adopter le texte ci-dessous:

" Pour le calcul du nombre de mandats et de délégués aux " Assises Nationales de 1970, les effectifs déclarés au Conseil National de BONDY seront retenus quelle que soit la " dette inscrite au débit de la Fédération. Les Fédérations " auront jusqu'au 31 décembre 1970 pour se libérer de leurs " dettes 1969 et 1970.

" A partir de l'année 1971, la représentation sera calculée " conformément aux dispositions des Articles 30 et 31 des Statuts, la notion de moyenne des 2 années précédentes étant " appliquée.

" Toute dette de 1969 ou de 1970 entraînera une diminution de " mandats et de délégués pour 1971 et 1972.

" Votre Commission a également procédé à l'examen de l'état " des effectifs des Fédérations de 1969. Elle a constaté l'e " l'exactitude des opérations comptables. En conséquence, elle " a validé 2.996 mandats contre 2.445 mandats retenus au Conseil National de BONDY (7 et 8 février 1970).

" La représentation ainsi rectifiée entrera en application à " compter d'aujourd'hui et jusqu'au 31 décembre 1970.

" Nous vous demandons d'accepter ces conclusions".

2°) Approbation de l'action des Organismes Centraux du Parti

" Le Conseil National approuve l'action menée par les Organismes centraux du Parti depuis le dernier Conseil National " de BONDY".

Ce texte, rapporté par BERNARDIN, a été adopté à l'unanimité moins 2 voix contre et 2 abstentions.

3°) Alain SAVARY, rapporteur de la majorité de la Commission des Résolutions, a présenté la thèse de la tenue du prochain Congrès Ordinaire, après les élections municipales.

Pierre MAUROY a déposé un amendement tendant à fixer au cours du dernier trimestre de l'année 1970, la tenue d'un Congrès qui aurait à se prononcer sur l'ensemble du problème des rapports entre le Parti

Communiste et le Parti Socialiste.

- La thèse SAVARY a obtenu 1.483 mandats.
- L'amendement MAUROY 946 mandats

Abstentions: 483 mandats
Absents: 74 mandats

xx

TABLEAU DES VOTES PAR FEDERATIONS

FEDERATIONS	SAVARY	MAUROY	ABSTENTIONS
AIN	4	1	
AISNE	11	2	
ALLIER			19
BASSES-ALPES	11		
ALPES-MARITIMES	1	8	
ARDECHE	10		
ARIEGE	49		
AUBE	11		
AUDE	68		
AVEYRON	5		
BOUCHES-du-RHONE		40	401
CALVADOS			7
CHARENTE-MARITIME	15		
CHER		10	
CORREZE	17		
COTE D'OR	6		
COTES-du-NORD	5		
CREUSE	3	12	
DORDOGNE		29	
DOUBS	17	6	
DROME		29	
EURE	9		
EURE-et-LOIR	10		
FINISTERE	9		
GARD		33	
HAUTE-GARONNE	124		
GERS	26		
GIRONDE	67		
HERAULT		48	
ILLE-et-VILAINE	6		
INDRE	5		
INDRE-et-LOIRE	11		
ISERE	24		
LANDES	40		
LOIR-et-CHER	11		
LOIRE	4	3	
LOIRE-ATLANTIQUE		20	3
LOIRET	6	5	
LOT	4		
LOT-et-GARONNE	9	4	
MAINE-et-LOIRE		2	3
MANCHE	5	6	
MARNE	14		

.../

Fondation Jean-Jaurès

FEDERATIONS	SAVARY	MAUROY	ABSTENTIONS
MAYENNE	6		
MEURTHE-et-MOSELLE	4	8	
MEUSE	5		
MOSELLE	5		
NIEVRE	12		
NORD		419	1
OISE	5	7	
ORNE	5		
PAS-de-CALAIS	398		15
PUY-de-DOME			33
BASSES-PYRENEES		35	
BAS-RHIN	9		
HAUT-RHIN	30	5	
RHONE	13	1	
SAONE-et-LOIRE	14	3	
SARTHE		7	
SAVOIE	14		
HAUTE-SAVOIE	5		
PARIS	63	6	
SEINE-MARITIME	4	18	
SEINE-et-MARNE	7		
YVELINES	9	10	
DEUX-SEVRES	12	1	
SOMME	26	9	
TARN	20	6	
TARN-et-GARONNE	17		
VAR	21	37	
VAUCLUSE	16	1	
VENDEE	5	1	
HAUTE-VIENNE	1	69	
VOSGES		9	
YONNE	11		
BELFORT	8		
ESSONNE	11	6	1
HAUTS-de-SEINE	37	15	
SEINE-SAINT-DENIS	30	8	
VAL-de-MARNE	37	2	
VAL D'OISE	16	5	

Etaient absentes au moment du vote les Fédérations suivantes:

ARDENNES	11 mandats	MORBIHAN	6 mandats
CANTAL	3 -	HTES PYRENEES	7 -
CHARENTE	7 -	PYRENEES ORIENTALES	6 -
CORSE	8 -	HAUTE-SAONE	5 -
JURA	9 -	VIENNE	4 -
HAUTE-MARNE	3 -	REUNION	5 -

D'autre part, sur proposition d'Alain SAVARY, la Commission des Résolutions a formulé le souhait que le Comité Directeur fixe aux 17 et 18 octobre la tenue d'un CONSEIL NATIONAL ayant à son ordre du jour: "Fixation de la tactique du Parti pour les Elections municipales du printemps 1971".

xx

Coll. Fondation Jean-Jaurès

LE CONGRÈS NATIONAL EXTRAORDINAIRE

Après un débat général qui s'est ouvert le samedi matin sur le "Plan d'Action Socialiste", le CONGRES NATIONAL a constitué trois grandes commissions:

1ère Commission:

"Pourquoi nous luttons contre le capitalisme"

Président: André CELLARD
Rapporteur: GAREL (Aisne)

2ème Commission:

"Les objectifs du combat socialiste"

Président: André BOULLOCHE
Rapporteur: Dominique TADDEI

3ème Commission:

"Les voies de passage au socialisme"

Président: Gérard JAQUET
Rapporteur: Jacques FLEURY

Le Congrès National extraordinaire, en séance plénière, a adopté le texte du "Plan d'Action Socialiste", avec certains amendements issus des travaux des diverses commissions.

Au cours de la discussion, un vote par mandats a été demandé sur le problème du Pacte Atlantique.

Le texte rapporté par Robert PONTILLON a été adopté par le Congrès par 2.409 mandats contre 432 mandats qui se sont portés sur le texte rapporté par GUYARD, 26 abstentions - 122 absents et 7 refus de votes.

PACTE ATLANTIQUE

1.- Texte rapporté par Robert PONTILLON

" Quels que soient les dangers de cette situation, les pactes " constituent dans l'état actuel des choses un élément provisoire d'équi- " libre.

" Le Parti Socialiste se prononce pour la dissolution simulta- " née du Pacte Atlantique et du Pacte de Varsovie, ainsi que des allian- " ces militaires bilatérales nouées au sein de chacun de ces blocs.

" Il estime que cette dissolution devrait être facilitée par " la réunion d'une conférence sur la sécurité européenne. Celle-ci au- " rait notamment pour objet d'envisager une expérience de réduction " progressive et équilibrée des forces militaires en Europe et de con- " trôle international de cette réduction.

" Celle-ci pourrait constituer le premier exemple donné au monde " d'un accord de réduction des armements et de création d'une zone de " désengagement militaire".

.../

Fondation Jean-Jaurès

2.- Texte rapporté par GUYARD

" Les Socialistes dénoncent la politique des blocs, aussi bien à " l'Ouest qu'à l'Est.

" En ce qui les concerne, ils lutteront pour que la France quitte le Pacte Atlantique, qui est une des formes de la domination du " Capital Américain en Europe. Ils considèrent en effet contradictoire " l'appartenance à un système militaire dirigé par la première puissance capitaliste du monde, et le développement d'une expérience socialiste dans notre pays.

" Cette position permettra d'exiger du Parti Communiste Français " qu'il s'engage à agir au sein du mouvement communiste international, " pour le retrait des troupes du Pacte de Varsovie des démocraties populaires, notamment en Tchécoslovaquie.

" Dans le cadre d'une expérience socialiste française, elle permettrait de proposer l'ouverture immédiate de négociations pour étudier les conditions d'un Pacte de Sécurité Européenne, hors de l'hégémonie américaine ou soviétique".

xxx

TABLEAU DES VOTES PAR FEDERATIONS

FEDERATIONS	PONTILLON	GUYARD	ABSTENTIONS
AIN	4	1	
AISNE	3	10	
ALLIER	6	12	1
BASSES-ALPES		6	5
ALPES-MARITIMES....	9		
ARDECHE	7	3	
ARDENNES	11		
ARIEGE	49		
AUBE	11		
AUDE	48	20	
BOUCHES-DU-RHONE ..	436	5	
CHARENTE	7		
CHARENTE-MARITIME .	13	2	
CHER	10		
CORREZE	8	8	1
CORSE	6	2	
COTE D'OR	2	4	
COTES-du-NORD	4	1	
CREUSE	13	2	
DORDOGNE	29		
DOUBS	23		
DROME	27	2	
EURE		9	
EURE-et-LOIR	8	2	
FINISTERE	4	4	1
HAUTE-GARONNE	110	14	
GERS	25	1	
GIRONDE	46	14	7
HERAULT	48		
ILLE-et-VILAINE ...	1	5	

../

FEDERATIONS	PONTILLON	GUYARD	ABSTENTIONS
INDRE-et-LOIRE	7	4	
ISERE	7	17	
JURA	9		
LANDES	25	15	
LOIR-et-CHER	11		
LOIRE	2	5	
LOIRE-ATLANTIQUE	22	1	
LOIRET	5	5	1
LOT	1	3	
LOT-et-GARONNE	13		
MAINE-et-LOIRE	5		
MARNE		14	
MAYENNE	5	1	
MEURTHE-et-MOSELLE ...	11	1	
MEUSE	1	4	
MORBIHAN	2	4	
MOSELLE		5	
NIEVRE	8	4	
NORD	406	14	
OISE	9	3	
ORNE	4	1	
PAS-de-CALAIS	413		
PUY-de-DOME	21	4	8
PYRENEES-ATLANTIQUES .		35	
RHONE	4	10	
HAUTE-SAONE	5		
SAONE-et-LOIRE	7	10	
SARTHE	3	4	
SAVOIE	2	12	
HAUTE-SAVOIE	2	3	
PARIS	22	45	2
SEINE-MARITIME	22		
SEINE-et-MARNE		7	
YVELINES	10	9	
DEUX-SEVRES	10	3	
SOMME	21	14	
TARN	25	1	
TARN-et-GARONNE	13	4	
VAR	48	10	
VAUCLUSE	14	3	
VENDEE	6		
VIENNE	3	1	
HAUTE-VIENNE	70		
VOSGES	9		
YONNE	10	1	
BELFORT	7	1	
ESSONNE	13	5	
HAUTS-de-SEINE	37	15	
SEINE-SAINT-DENIS	38		
VAL-de-MARNE	35	4	
VAL D'OISE	18	3	

.../

Fondation Jean-Jaurès

Etaient absentes au moment du vote les Fédérations suivantes:

AVEYRON	5 mandats	HTE MARNE	3 mandats
CANTAL	3 -	HTES PYRENEES ...	7 -
GARD	33 -	PYRENEES ORIENTALES	6 -
INDRE	5 -	BAS-RHIN	9
MANCHE	11 -	HAUT-RHIN	35 -
		REUNION	5 -

A refusé de prendre part au vote :

la fédération du CALVADOS.(7 mandats)

xxx

La plus grande activité a été déployée pour préparer les Assises Nationales du Parti.

Plus particulièrement pour le "Plan d'Action Socialiste" les réunions régionales ont été suivies avec beaucoup d'intérêt.

Deux numéros spéciaux du "BULLETIN INTERIEUR" N° 11 et N° 12 ont été consacrés à la publication des motions présentées pour le Congrès des 20 et 21 juin.

C'est donc en toute clarté et après une sérieuse étude que les militants du Parti ont pu se prononcer.

-:-

/ SECRETAIRES ET TRESORIERS DE SECTIONS

Songez que nous arrivons au milieu de l'année. Avant de nous séparer pour les vacances, profitez de votre dernière réunion de section pour remettre aux militants retardataires les feuillets et les timbres de cotisations 1970.

Ne laissez pas s'accumuler le moindre retard pour le paiement des cotisations ....

xxx

B U R E A U D U P A R T I

REUNION DU 18 JUIN 1970

DECISIONS

1.- ORDRE DU JOUR DES ASSISES DES 19-20 et 21 JUIN 1970

1.1.- CONSEIL NATIONAL

- Rapport de Noël JOSEPHE sur la création de la Jeunesse Socialiste;
- Appréciation de la manière dont les organismes directeurs du Parti ont appliqué les décisions du Congrès d'Issy-les-Moulineaux;
- Ordre du jour du Conseil National de l'automne: programme et tactique des élections municipales;
- date du prochain Congrès.

1.2.- CONGRES EXTRAORDINAIRE - "Plan d'Action Socialiste"

2.- TRAVAUX DU PARTI

2.1.- Après le dépôt de deux propositions de loi:

- un groupe de travail sera constitué avec des membres du groupe parlementaire sur l'opportunité de pronostics en matière sportive;
- le groupe Santé-Sécurité Sociale sera saisi du problème des accidents du travail.

2.2.- Les relations :

- entre le Groupe parlementaire et le Parti d'une part,
- entre le Groupe au Sénat et le Groupe à l'Assemblée Nationale d'autre part,

feront l'objet d'une étude entre le Secrétariat du Parti et les Présidents du Groupe Parlementaire et d'un rapport au mois de septembre.

3.- ELECTIONS DE NANCY

Un Secrétariat élargi aux membres du Bureau se tiendra le lundi 22 JUIN .

Collection Jean Jaurès

LUNDI 7 SEPTEMBRE

1°) La Fédération de la Gironde communique:

" ... La commission exécutive fédérale du Parti so-
" cialiste félicite le Comité Directeur du Parti de
" la position qu'il a prise lors de sa réunion du
" samedi 5 septembre.

" ... Pour les socialistes, l'élection partielle de
" Bordeaux devait se placer sur le plan politique et
" permettre à l'opposition de la gauche non communis-
" te de faire bloc sur un candidat unique pour affron-
" ter et combattre le Premier ministre, candidat de
" l'U.D.R.

" Le Parti Socialiste, dans ce but avait proposé une
" candidature dont l'échec n'est qû qu'aux manoeuvres
" et tentatives de débauchage de M.Servan-Schreiber
" dont il s'est désolidarisé dès l'abord.

" L'Union des forces de gauche reste l'objectif per-
" manent du Parti Socialiste. Dans la situation pré-
" sente qu'il déplore et dont il n'est, certes pas
" responsable, il fait appel à tous les républicains,
" à tous les démocrates et tous les socialistes pour
" voter "Gabriel Taïx" dès le premier tour.

2°) Le Bureau National de la Jeunesse socialiste déclare:

" Lorsque la morale s'éloigne trop de la politique,
" l'exercice de la politique devient impossible. Ce
" fondement de l'idéal politique de la Jeunesse so-
" cialiste l'oblige à dénoncer l'attitude injurieuse,
" agressive et hypocrite de M.Servan-Schreiber face
" aux efforts fournis par le Parti socialiste en vue
" de l'union de la gauche.

" La jeunesse socialiste consciente de ses responsa-
" bilités appelle donc les électeurs de Bordeaux à
" porter leurs suffrages sur Gabriel Taïx, seul can-
" didat de l'union de la gaudhe socialiste.

3°) Interview de M.Servan-Schreiber au journal "SUD-OUEST"

1ère question: Votre ambition est d'être l'unificateur de la gauche non communiste. Or, voici que les socialistes vous claquent la porte au nez. Alors ?

Coll. Fondation Jean Jaurès

Réponse: " Ce ne sont pas les socialistes qui claquent la porte
" au nez, c'est la bureaucratie de la cité Malesherbes
" qui a successivement, à l'élection partielle des Yve-
" lines, en novembre dernier, puis à celle de Lorraine
" en juin, puis maintenant en Gironde, voulu à tout prix
" imposer sa loi et traiter les électeurs comme une clien-
" tèle. .

" La stratégie politique actuelle de la direction parisien-
" ne du Parti socialiste, qui consiste à faire alliance
" exclusivement avec le Parti Communiste, est une stratégie
" désastreuse qui risquerait, si elle se perpétuait, d'éli-
" miner le Parti socialiste. C'est pourquoi j'ai confiance
" que les responsables socialistes la modifieront.

2ème question : Dans l'immédiat, qu'allez-vous faire pour accélérer le changement de stratégie ?

Réponse:

" Les dirigeants parisiens du Parti Communiste se sont évi-
" demment déchaînés contre nous, et spécialement contre
" Maurice FAURE et moi. Et ils ont été aidés dans ce déchaî-
" nement par la direction actuelle du Parti Socialiste qui
" est restée tout aussi marxiste qu'auparavant et qui a mê-
" me accentué, dans son dernier document, sa tendance à la
" collectivisation de tous les instruments de production et
" d'échange.

" Dans le dernier document de M. Savary et de la direction
" du Parti Socialiste, on prétend qu'il faut en France na-
" tionaliser tout ce qui dépasse le stade artisanal, c'est-
" à-dire cinq employés.

" Comment voulez-vous que les radicaux, qui ont signé à
" l'unanimité le manifeste à Wagram, se plient à cette loi
" hypercommuniste.?

-:-

Coll. Fondation Jean Jaurès

VENDREDI 11 SEPTEMBRE

1°) Interview de M.Servan-Schreiber, accordée le vendredi 11 à "Radio Luxembourg" :

" ... Je ne cherche pas a être un leader mais si vous
" cherchez qui peut représenter, après l'élection de
" Nancy, puis l'élection de Bordeaux, le nouveau cou-
" rant qui ouvrira la porte à l'avenir après le gal-
" lisme, je ne dis pas que je serai le leader, mais je
" constate une chose: aucun de ceux qui sont des lea-
" ders et des responsables politiques n'est venu, à
" Bordeaux, tenir tête au chef du gouvernement, aucun
" d'eux n'a essayé de le faire d'une manière sérieuse.
" Aucun d'eux n'est venu même m'aider.

" Je parle de M. Mitterrand, par exemple qui devait
" pour le moins se battre devant le chef du gouverne-
" ment et qui a, au contraire, disparu ".

" Je parle de M. Mendès-France, qui a toujours eu du
" courage politique, en tout cas tant que je l'ai con-
" nu, et qui, maintenant joue un rôle très isolé et qui
" a même refusé de m'aider à aller à la télévision à
" "Armes Egales" et qui n'a pas prononcé une seule
" phrase publique, ni à Nancy ni à Bordeaux".

" Je parle de M. Defferre, que j'aime beaucoup, depuis
" longtemps d'une réelle affection, et qui n'a pas en-
" core dit une seule chose pour aider le mouvement ré-
" formateur face au chef du gouvernement à Bordeaux,
" qui, avant le premier tour de Nancy n'avait pas encore
" dit un mot non plus ..."

(Repris par le "Figaro" du 12/13 Sept.1970)

-:-

2°) Extraits d'une interview de M.Servan-Schreiber au journal "Die Welt":

" ... La France a besoin d'une social-démocratie moder-
" ne selon le modèle allemand. Réformatrice sans être
" marxiste. Lors de ma visite à Bonn, les amis de Brandt
" m'ont demandé quels seraient leurs interlocuteurs en
" France. Je leur ait dit qu'ils n'existaient pas. Je
" vais tenter de devenir cet interlocuteur. La chance de
" la France, la chance de l'Europe, est aujourd'hui la
" social-démocratie ".

(Repris par "Le Monde" du 12 Sept.70)

-:-

Coll. Fondation Jean Jaurès

En ce qui concerne les propos tenus par J.J.Servan-Schreiber lors de sa visite en République Fédérale Allemande, nous reproduisons ci-dessous :

1°) Des extraits de la lettre adressée au Camarade Hans-Eberhard DINGELS, Secrétaire International du S.P.D. par le Camarade Robert VERDIER , Secrétaire du Parti.

" ... En effet, les termes dont s'est servi J.J.Servan-
" Schreiber laissent entendre qu'il a obtenu un accord
" du S.P.D. pour créer un organisme permanent de liai-
" son et d'études, ce qui serait d'ailleurs suivi d'une
" entreprise plus vaste avec tous les autres partis
" socialistes ...

" ... Mais il est évident que notre effort pour réta-
" blir la vérité sera grandement facilité si le S.P.D.
" fait lui-même une mise au point sur la portée réelle
" de cette visite en R.F.A. ... "

(lettre du 5 juillet 1970)

2°) Des extraits de la réponse du Camarade Hans-Eberhard DINGELS au Camarade Robert VERDIER, Secrétaire du Parti.

" ... Servan-Schreiber s'est rendu en visite en Républi-
" que Fédérale, mais ce n'était pas sur une invitation
" du S.P.D.; la "Deutsche Gesellschaft für auswärtige
" Politik" (Association allemande pour la politique étran-
" gère), institution politiquement neutre, animée par des
" chercheurs et des érudits indépendants, l'avait invi-
" té sur une proposition des membres de l'Association.
" Ses éditeurs allemands Hofmann et Campe à Hambourg
" avaient entièrement organisé son programme privé de
" tournée en République Fédérale ...

" ... Servan-Schreiber nous a fait savoir à titre privé
" et personnel qu'il serait intéressé à avoir des entre-
" tiens "informels" et privés avec quelques personnalités
" du S.P.D. Nous avons répondu à ce voeu. A un déjeuner
" avec M.Servan-Schreiber, ont participé: Helmut Schmidt,
" Président intérimaire du Parti, et des membres de
" l'Exécutif: Dr Erhard Eppler et Carlo Schmid, ainsi que
" le Trésorier du S.P.D. et moi-même ...

" ... Au cours de la rencontre, les entretiens n'ont por-
" porté d'une manière générale que sur les problèmes eu-
" ropéens et politiques et n'ont constitué qu'un pur
" échange de vues ...".

(lettre du 15 juillet 1970)

Coll. Fondation Jean Jaurès